



UNIVERSITÉ PARIS 1

PANTHÉON SORBONNE

CIPCEA Prépa Concours :

Libellé de l'Épreuve : Économie

Date : 06/05/2025

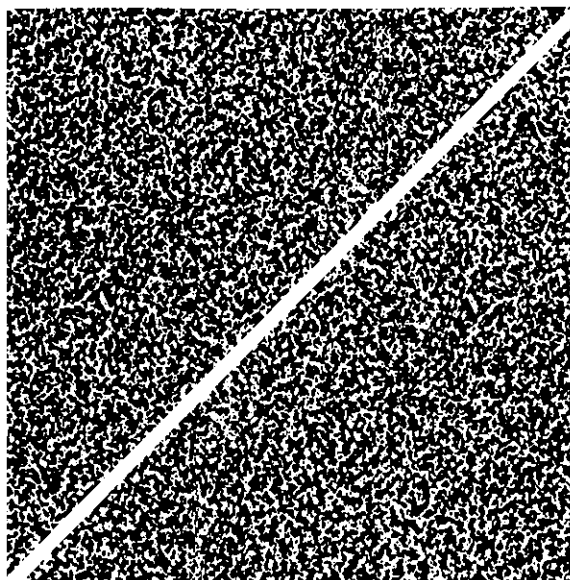
Groupe : ☒ 1 ou ☐ 2 (cocher la case correspondante)

NOTE de 0 à 20	NOM du correcteur	APPRÉCIATIONS EXPLIQUANT LA NOTE CHIFFRÉE
Note Master :		
<u>16,5/20</u>		
Note Concours :		

SUJET TRAITÉ : Faut-il faire la guerre commerciale ? est déjà solide et très prometteur.

Le 2 avril 2025, le président américain, Donald Trump, annonçait, dans le "discours de la libération", la mise en œuvre de droits de douane (tarifs) pour la quasi-intégralité des partenaires commerciaux des États-Unis, leurs alliés comme leurs concurrents stratégiques. En relevant de 36% les droits de douane vis-à-vis de la Chine (ce sera ensuite plus de 100%), Donald Trump reconstituait les méthodes par lesquelles il avait mené une "guerre commerciale" contre Pékin entre 2017 et 2019.

La guerre commerciale est une forme d'"arsenalisation" de la politique commerciale, c'est-à-dire la politique d'un État visant à orienter les flux de biens et services. Elle vise à obtenir un gain, politique et/ou économique, vis-à-vis d'un ou plusieurs concurrents stratégiques.



En imposant ces droits de douane à près d'une centaine de pays, l'administration Trump a poussé certains d'entre eux à négocier un nouvel accord commercial (par exemple le Vietnam), mais a également généré une instabilité financière qui l'a conduit à suspendre cette politique pour 90 jours, sauf vis-à-vis de la Chine. Partiellement l'ambition de rééquilibrer la balance commerciale américaine et la

certitude que les partenaires commerciaux des États-Unis mettent en œuvre des politiques "déloyales", cette politique consacre une dynamique de renforcement du libre-échange et d'essor des enjeux de sécurité économique perceptibles depuis les années 2010.

En parallèle, la Chine use de sa politique commerciale pour étendre son influence internationale, en pratiquant le dumping sur ses panneaux solaires et ses véhicules électriques (Lessima, 2019) ou en conditionnant les investissements du programme des Nouvelles routes de la Soie à l'absence de liens diplomatiques avec Taïwan (Conroy, 2019).

Face aux risques d'escalade et de guerre commerciale, les Européens ont répondu rapidement et en cohérence à l'administration Trump, en imposant 20% de droits de douane sur un ensemble de biens et services, ayant ainsi contribué à la suspension de la politique américaine. Face à cette dynamique d'arsenalisation, l'Union Européenne s'attache également à sécuriser ses chaînes d'approvisionnement en matières critiques (par exemple les terres rares, pour lesquelles elle dépend à 97% de la Chine (CAE, 2022)). Émerge ainsi une certaine tension entre les enjeux de sécurité économique et de croissance, portée par le commerce international.

Ainsi, comment se défendre face aux politiques commerciales agressives, sans compromettre la croissance ?

La "guerre commerciale" consacre l'essen de la logique de sécurité économique et est en rupture avec la période de libre échange héritée du ~~XX~~^{XX}^e siècle, facteur de développement et de croissance (I). Face à une ensombrement de la politique commerciale et à la montée des tensions géopolitiques, la France et l'Union Européenne ont développé des outils pour renforcer leur sécurité économique, qui doivent être approfondis, sans tomber dans une logique de guerre commerciale qui mènerait au potentiel de croissance et à la transition écologique (II).

*

I - La guerre commerciale consacre l'essen de la logique de sécurité économique et est en rupture avec la période de libre échange héritée du ~~XX~~^{XX}^e siècle, facteur de développement et de croissance

A - La guerre commerciale marque l'essen de la logique de sécurité économique et ainsi une rupture avec la période de libre échange.

Le développement du libre-échange coïncide avec l'essen du revenu mondial. Maddison, dans son histoire de la croissance (1995), démontre que l'essen du libre-échange et de la mondialisation du commerce constitue l'un des facteurs majeurs de croissance de long terme. En effet, la période de "seconde mondialisation" des années 1970 entraîne une augmentation significative des taux d'ouverture des économies développées : en France, elle passe de 20% en 1980 à 34% en 2011 (DG Trésor, 2014).

Portés par un consensus libéral et les besoins de reconstruction, les pays occidentaux développent les institutions nécessaires à la promotion et à la garantie du libre-échange (GATT puis OTC, FMI). Ainsi, la grande majorité des barrières tarifaires disparaissent, les États se reposant essentiellement sur des barrières non tarifaires pour protéger leur

économie.

Le modèle permet la croissance des pays Européens par un effet de rattrapage de l'économie américaine, puis l'essor des puissances asiatiques qui s'intègrent au commerce international. Entre 1936 et 1977, la France connaît une croissance annuelle moyenne de 5,1%, l'Allemagne de 5,3%, contre 3,5% aux États-Unis, son rival et l'essor des échanges commerciaux (DG Trésor, 2012). En intégrant des chaînes de valeurs mondiales, puis en les remanquant, selon la théorie du val des orres sauvages (1937, Akamatsu), le Japon connaît une croissance supérieure à 10% dans les années 1960 (sauf en 1962). La Corée du Sud connaît les mêmes niveaux de croissance dans les années 1990, puis la Chine dans les années 2000. Ainsi, alors que l'entrée de la Chine à l'OMC en 2001 semblait annoncer un nouvel essor du libre-échange, elle a au contraire marqué les premières inquiétudes en matière de sécurité économique.

En effet, la guerre commerciale vient consacrer une dynamique de retour au protectionnisme et de volonté de sécurisation des chaînes d'approvisionnement sur fond de tensions géopolitiques.

Alors que la Chine atteint un excédent commercial de 1000 Md \$ en 2024, le plus important de l'histoire, son omniprésence dans les chaînes de valeurs critiques menace la sécurité des Européens et des Américains. La Chine dispose de 85% des réserves de terres rares (Lessina, 2022), indispensables aux technologies de la transition écologique. Elle n'hésite pas à en faire un enjeu géopolitique, comme en 2011, lorsqu'elle a suspendu les exportations vers le Japon sur fond de tensions territoriales.

Son industrie du véhicule électrique, qui représente en 2024 36% de la production mondiale, menace les filières européennes, qui ne pouvant suivre la compétitivité - coût dans ce domaine.

En 2024, plus de 120 modèles de véhicules électriques chinois sont proposés à moins de 30 000 \$, contre une dizaine en Europe et aux États-Unis.

Façon au risque géopolitique et de dépendance, certains pays opèrent des stratégies de "reshoring" ou de "friend-shoring", c'est-à-dire de relocalisation

des chaînes de production et de localisation dans un pays avec que les tensions géopolitiques sont minimes. C'est par exemple le cas d'Apple, qui a transféré une partie significative des chaînes d'assemblage de l'Irlande de la Chine vers l'Inde.

Cette dynamique de sécurité économique, voire, en cas de conflit, de guerre commerciale, entre nations est en conflit avec le fait que le libre-échange représente un facteur de croissance majeur selon la théorie économique.

B - Le libre-échange est un facteur majeur du développement et de croissance économique, ce qui incite à éviter les situations de guerre commerciale.

Le libre-échange est considéré par la théorie économique non seulement comme un facteur de croissance mais également de stabilisation des relations internationales vers l'interdépendance.

Dans sa célèbre analogie du crayon, Milton Friedman souligne la contribution de chaque pays à la chaîne de valeur mondialisée d'un crayon en graphite. Selon lui, cette chaîne de valeur représente la mise en commun des ressources de chaque pays pour, d'une part, optimiser la production, d'autre part, que chaque pays développe son économie nationale. On retrouve ce même lien entre économie et relations internationales dans la logique de construction européenne. La CEEA, fondée en 1951 par le traité de Paris, en mettant en commun les productions de charbon et d'acier ne visait pas seulement la croissance de la production mais également l'impossibilité de la guerre, puisque les armements nécessitent ces ressources. L'idée de paix, d'abord par l'économie et le libre-échange, inspira dès lors toute la construction de l'UE.

On retrouve cette dynamique à l'international parce que le commerce mondial est d'abord constitué

comme
✓ intra-branches, selon la théorie des avantages comparatifs (Ricardo),
il revêt, depuis la "seconde mondialisation", un caractère plus
intra-branche.

La logique de libre-échange a incité les États à lever leurs
barrières tarifaires et à centrer leur politique commerciale sur leur
compétitivité, c'est-à-dire la capacité d'un acteur économique
à produire et à développer des parts de marché.

La levée des barrières tarifaires, et autant que possible non-tarifaires,
mène à une interdépendance des États marquée par un centre
et des économies périphériques, selon le modèle cœur-périphérie
(Krugman, 1993), suscitant ainsi des externalités positives.

Ainsi, si les politiques de sécurité économique sont essentielles,
une "guerre commerciale" risque de réduire le volume des échanges
internationaux, et donc de la croissance, et de générer des goulots
d'étranglement, menaçant l'ensemble des chaînes de production.

II. Face à une ensaulement de la politique commerciale et à
la montée des tensions géopolitiques, la France et l'UE ont développé
des outils pour renforcer leur sécurité économique, qui doivent être
approfondis; sans tomber dans une logique de "guerre commerciale"
qui nuirait au potentiel de croissance et à la transition écologique.

A. Face à une ensaulement de la politique commerciale et à
la montée des tensions géopolitiques, la France et l'UE ont développé des
outils pour renforcer leur sécurité économique.

La France et l'Union Européenne doivent faire face à un
contexte d'ensaulement croissante des politiques commerciales
américaines et chinoises.

Outre la guerre commerciale menée contre la Chine entre 2017 et 2019, les administrateurs Trump, puis Biden, ont reconfiguré une partie de leurs accords commerciaux dans une logique de sécurité économique. Le 1^{er} janvier 2017, Donald Trump s'est retiré de l'accord Trans-Pacifique Partnership (TPP) de libre-échange avec l'ASEAN, le Japon, le Canada et le Mexique. L'administrateur Biden avait alors proposé l'Indo-Pacifique Economic Framework (IPEF), centré sur la sécurisation des chaînes critiques (semi-conducteurs, vaccins, médicaments...). La région Indo-Pacifique est ainsi passée d'une logique de libre-échange tournée autour de l'APEC, fondée en 1989, à une logique de sécurité économique (Duchâtel, Institut d'Asie, 2022). L'usage des droits de douane par la seconde administration Trump, y compris vis-à-vis de l'Europe, confirme cette dynamique.

L'essen du programme des Nouvelles Routes de la Soie, porté par des investissements en infrastructures énergétiques et de transport, passe dans les ports du Pérou et d'Hambourg en 2021 et la mise en place du "piège de la dette" par Pékin, notamment en Zambie et au Soudan du Sud, pose des défis à l'influence l'UE.

Face aux dumping chinois sur les véhicules électriques et les panneaux solaires, les Européens se sont accordés en 2023 sur des droits de douane pour protéger l'industrie européenne, sans tenir compte des Etats membres.

Pour faire face à l'influence chinoise, notamment en Afrique, l'UE a lancé en 2021 le programme Global Gateway, composé d'une enveloppe de 300 milliards, pour investir dans les infrastructures des priorités de l'Afrique. Ce programme se veut être un complément direct aux Nouvelles Routes de la Soie.

Enfin, pour éviter toute nouvelle dépendance aux acteurs américains et chinois dans les domaines de rupture, l'UE stimule l'innovation via les FCIS (Fonds de la Nouvelle Génération EU (NGEU) et sécurise ses chaînes d'approvisionnement critiques, par exemple via l'investissement de 7570 milliards en Allemagne, pour la production de semi-conducteurs.

A l'échelle nationale, l'investissement de 109 Md€ dans l'IA en France annoncé en marge du sommet pour l'Action Plan IA des 11 et 12 février 2023 vise également à éviter toute dépendance future dans les secteurs de rupture.

*

Les outils de sécurité économique doivent être renforcés, sans tomber dans une logique de "guerre commerciale" qui nuirait au potentiel de croissance et à la transition écologique.

Concernant la sécurisation des chaînes de valeur, il semble nécessaire de renforcer l'accompagnement des PTE face aux risques pesant sur leur approvisionnement, notamment le risque géopolitique. Cet accompagnement pourrait être intégré aux démarches faites par l'exportation, via France Export et BpI France notamment.

Il conviendrait également d'accompagner la création d'entreprises dans des secteurs où la France et l'UE connaissent des dépendances critiques (le CAE en réputation d'12, 2022), par exemple avec un crédit d'impôts les premières années de développement de cette activité.

De plus, si les procédures de "re-localisation" sont souvent coûteuses et très progressives, un accompagnement des PTE par une politique de "share-sharing" permettrait de limiter les risques géopolitiques à court terme.

Concernant le fait d'éviter de nouvelles dépendances risquées en cas de guerre commerciale, il semble indispensable d'investir davantage les technologies de rupture. Contrairement aux politiques visant à augmenter le taux de R&D (2,3% PIB, contre 3,5% aux États-Unis (OCDE, 2022)), qui concentrent déjà de lourds investissements, il serait pertinent de nommer un envoyé spécial pour les technologies quantiques, sur le modèle de celui pour l'IA, qui fut globalement un succès. Cet investissement symbolique permettrait à la France de disposer

d'un interlocuteur unique sur ces sujets à l'étranger et d'incarner l'ambition française dans le domaine.

Enfin, considérant les récentes évolutions de la politique commerciale européenne, il semble d'autant plus urgent de mettre en œuvre une préférence européenne dans des secteurs stratégiques.

* * *

Symbole d'une centralisation croissante des politiques commerciales et d'un certain effritement du libre-échange, la guerre commerciale représente un risque majeur pour la croissance. Sans ignorer le sujet, la France et l'Union Européenne doivent renforcer la sécurité de leurs chaînes d'approvisionnement, innover pour éviter toute dépendance technologique, et s'engager fermement pour le maintien du libre-échange, facteur de développement et de prospérité.

Intro / conclu. = 4/5

Démonstration = 5/5

References = 5/5

Recommandations = 2,5/5

16,5 / 20

Intro = • TB

- Plusieurs références bien senties.
- Demande de pas soulever le terme d'arsenalisation (vous le mettez entre guillemets, ce qui que vous avez un auteur).
- Une définition plus poussée des subtils de la guerre commerciale ont été bienvenue.
- Annonce du plan = OK

(I)

- (A) • Partie bien argumentée et richement illustrée, avec des exemples historiques mais aussi contemporains = good.
- Pas nécessaire de souligner le texte = réserver cela aux références.
- (B) • Milton Friedman = date ?
Ricardo = idem.

• Dommage de ne pas mentionner des exemples de guerres commerciales : quel de l'impact des mesures protectionnistes des 1930s ?
ou de Trump ?

↳ auraient pu compléter avantageusement votre démonstration.

II

(A) Références valides et originales
(cf Institut Montaigne,)
Global Gateway = TB.

(B) Attention à l'effet catalogue = nos mesures mériteraient d'être mieux hiérarchisées et structurées par niveau d'action : la typologie Ponde / VET France fonctionne par exemple très bien.

↳ (ci) on ne comprend pas exactement pourquoi vous commencez par les PNT ?

- Un axe sur la réforme de l'onc aurait pu avoir sa place également.
- La référence à certains rapports récents et structuraux (rapports Draghi ou Doyen) mériteraient d'être mentionnés.

Copie très riche ! Vous répondez au sujet de façon argumentée, en vous appuyant sur des références nombreuses et souvent originales. Vous parvenez à mettre le sujet en perspective, tant du point de vue théorique qu'historique. La partie recommandations pourra être enrichie un peu, mais l'ensemble est déjà solide et très prometteur !